

Les cours de soutien débutent déjà

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5487 - Mardi 5 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Des cambrioleurs de maisons sous les verrous

Communication/Publicité

M^{me} Derardja installée par Ammar Belhimer dans ses nouvelles fonctions de P-DG de l'ANEP

Macron renonce aux voix des Algériens de France

Par Mohamed Habili

Après le rappel de l'ambassadeur à Paris et l'interdiction de l'espace aérien aux avions militaires français, ce serait quoi la prochaine étape ? La rupture des relations diplomatiques ? L'Algérie qui compte une importante communauté en France se garderait bien de franchir ce pas, à moins d'une provocation française qui viendrait lui contraindre. Elle serait du reste mal inspirée de céder aux provocations. Mais si Mohamed Antar Daoud est pour ainsi dire condamné à réintégrer son poste au bout de quelques jours d'absence, les consultations pour lesquelles il a été rappelé à Alger ne pouvant durer indéfiniment, l'espace aérien lui ne semble pas près de se rouvrir devant les avions militaires français, alors même qu'il n'y a encore aucune annonce officielle en ce sens. À moins peut-être que le président français ne démente les propos inacceptables du point de vue algérien rapportés par le journal «Le Monde», ou qu'il les édulcore grandement. Mais même alors, il n'est pas certain que les avions français soient à nouveau autorisés à survoler l'espace aérien algérien. L'interdiction a probablement vocation à durer, d'autant que l'autorisation elle est récente, remontant au début de l'opération Barkhane en 2014.

Suite en page 3

Préparation des Jeux méditerranéens de 2022 à Oran

Le Premier ministre lance la course contre la montre

● Aziz Derouaz nommé commissaire de la 19^e édition des Jeux



PH/D. R.

A l'approche des Jeux méditerranéens de 2022, le Premier ministre, en visite à Oran qui accueillera cette manifestation sportive, a donné des instructions fermes pour booster la cadence des projets en cours dans la capitale de l'ouest, appelant les chantiers à adopter un système de 24 h afin de parachever toutes les infrastructures avant la fin de l'année en cours.

Déclarations du Président Macron

Condamnation unanime de l'ingérence par des partis politiques et organisations nationales

CNESE : séminaire aujourd'hui et demain

La viabilité des start-up activant dans les technologies de pointe en débat

Préparation des Jeux méditerranéens de 2022 à Oran

Le Premier ministre lance la course contre la montre

■ A l'approche des Jeux méditerranéens de 2022, le Premier ministre, en visite à Oran qui accueillera cette manifestation sportive, a donné des instructions fermes pour booster la cadence des projets en cours dans la capitale de l'ouest, appelant les chantiers à adopter un système de 24h afin de parachever toutes les infrastructures avant la fin de l'année en cours.

Par Louisa Ait Ramdane

En visite dans la wilaya d'Oran qui accueillera les JM 2022, prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a appelé à parachever les travaux au niveau des infrastructures qui connaissent du retard en matière de réalisation, fixant le 31 décembre comme dernier délai. Pour que les JM d'Oran soient une totale réussite, Benabderrahmane a appelé à «déployer davantage d'efforts pour rattraper le retard accusé au niveau des chantiers concernés, notamment ceux relevant du complexe sportif».

Dans ce contexte, il a fait savoir que la réussite de cet événement sportif dépend essentiellement de la qualité des infrastructures mises en place et de la bonne organisation de la manifestation. Un montant de l'ordre de 45 milliards DA a été alloué par les pouvoirs publics pour la réalisation des différents projets infrastructurels liés à l'organisation à Oran de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) lors de l'été 2022. Le Premier ministre a précisé que ce budget octroyé par les pouvoirs publics concerne pas moins de 35 opérations ayant trait à huit secteurs, mettant en exergue l'envergure des projets réalisés à Oran en prévision des Jeux méditerranéens, à l'instar du complexe sportif, de la nou-

velle aérogare de l'aéroport international «Ahmed-Benbella», le tramway d'Oran ainsi que la rénovation de plusieurs autres équipements sportifs, tels que le Palais des sports «Hamou-Boutellil» et le complexe de tennis de la cité Essalem, tous mis à niveau selon des critères internationaux.

Benabderrahmane a estimé que le rendez-vous d'Oran-2022 dépasse dans son importance son cadre sportif, «car il sera une occasion pour démontrer et prouver les capacités du pays à abriter les plus grandes manifestations mondiales à tous les niveaux». «Si Oran a été choisie pour accueillir la prochaine édition des Jeux méditerranéens, et ce, 47 ans après que l'Algérie ait organisé la même manifestation en 1975 à Alger, c'est parce que cette ville dispose d'atouts valables en matière d'infrastructures à tous les niveaux», a-t-il souligné.

Une rallonge financière pour achever les travaux de la nouvelle aérogare d'Oran

Finalement, c'est l'Etat qui prendra en charge le financement nécessaire à l'achèvement des travaux de réalisation de la nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran «Ahmed-Ben-Bella».

Le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité de maîtriser les délais et les dépenses dans



Ph/D. R.

la réalisation des projets, soulignant que c'est la dernière fois que l'Etat prend en charge des dépenses supplémentaires de ce type. «Nous avons donné des instructions d'achever les études de manière mature et scientifique pour le lancement du projet et sa livraison dans les délais impartis. Nous refusons catégoriquement tout dépassement des délais», a-t-il déclaré. Il est à noter que le projet a nécessité la somme de 7,5 milliards DA pour des travaux supplémentaires réalisés par la société Cosider, ce qui a fait augmenter le coût global de cette infrastructure à plus de 29 milliards DA. Le Premier ministre a insisté sur une gestion optimale de cette infrastructure par les opérations de maintenance, de suivi et d'accompagnement quotidien et périodique pour garantir sa pérennité. Il a également mis en exergue l'importance d'assurer aux ressources humaines des formations dans le domaine de l'environnement pour la préservation des espaces verts et la maintenance des équipements techniques et électroniques, notamment les panneaux solaires.

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de cette nouvelle infrastructure a été estimé à 92 %.

Compagnies aériennes, le gouvernement réitère son appel au privé

Le Premier ministre a réitéré son appel aux opérateurs privés d'investir dans le domaine du transport aérien, pour répondre aux besoins nationaux en la matière.

Il a fait savoir, dans ce sens, que les demandes d'investissement privé dans le secteur du transport aérien sont en hausse, indiquant que les dossiers présentés sont en cours d'étude.

Le Premier ministre a évoqué, dans ce contexte, les insuffisances liées à la couverture du

pays en matière de transport aérien, surtout dans certaines régions à l'instar des Hauts-Plateaux et du Grand Sud, ce qui justifie l'appel à des opérateurs privés et de nouvelles compagnies aériennes.

Les Chinois sommés d'achever le Complexe sportif avant le 31 décembre

La société chinoise (MCC), chargée de la réalisation du complexe sportif d'Oran, a été sommée, par le Premier ministre, d'achever cette importante infrastructure dans un délai n'excédant par le 31 décembre prochain.

Déplorant cette situation, Benabderrahmane a instruit d'élever la cadence des travaux en recourant à un système de rotation de 3x8, tout en renforçant le chantier par les moyens humains avec pas moins de 200 ouvriers comme stipulé dans le contrat avec la société réalisatrice.

Les grands ouvrages du Centre nautique, qui comprend trois piscines et enregistre un taux d'avancement des travaux de l'ordre de 47 %, selon les explications données sur place, devraient être achevés avant le 31 décembre prochain.

Le Premier ministre a mis en garde contre toute carence, n'hésitant pas à mettre en demeure l'entreprise réalisatrice, tout en ordonnant au maître d'ouvrage d'infliger à la société chinoise des amendes quotidiennes pour tout retard dans

l'exécution des dispositions prises pour la circonstance.

Nécessité d'optimiser l'exploitation des infrastructures portuaires

Le Premier ministre a insisté sur l'optimisation de l'exploitation des infrastructures portuaires nationales en passant à un fonctionnement de 7 jours sur 7 et de 24h sur 24 pour être en mesure d'accompagner les opérateurs économiques à s'introduire sur les marchés extérieurs. Dans ce sens, il a indiqué avoir instruit le ministre des Transports de mettre en place le système du 7/7 dans toutes les infrastructures portuaires du pays. Benabderrahmane a également relevé que le port d'Arzew n'est pas exploité alors que celui d'Oran ne fonctionne qu'à 70 % de ses capacités, qualifiant d'inadmissible le long délai d'attente pour le traitement des conteneurs. «Un conteneur ne doit pas rester au port plus de 24 heures», a-t-il avancé, appelant à une réflexion autour d'une exploitation efficace et optimale de ces infrastructures pour qu'elles puissent jouer leur rôle sur le plan économique. Parallèlement au projet d'extension du terminal à conteneurs, le port d'Oran sera renforcé par l'acquisition de deux mécanismes de déchargement des conteneurs et de 7 autres pour le chargement et le transfert des conteneurs du quai au terminal, ce qui donnera une nouvelle dynamique à l'activité portuaire.

L. A. R.

Aziz Derouaz nommé commissaire de la 19^e édition des Jeux

Lors de sa visite, Aïmene Benabderrahmane a procédé à l'installation de Mohamed-Aziz Derouaz dans ses fonctions de commissaire de la 19^e édition des Jeux méditerranéens, prévue à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022. Lors de la cérémonie organisée à l'occasion, le Premier ministre a affirmé que «Mohamed-Aziz Derouaz est une éminente personnalité sportive qui apportera une contribution certaine à la réussite de cette manifestation, au vu de son parcours riche en réalisations et en titres comme responsable au sein de l'Etat ou comme sportif aux niveaux national et international». Benabderrahmane a souligné que sa visite dans la wilaya d'Oran est une occasion pour évaluer l'état de préparation de cette importante manifestation, renforcer les acquis réalisés, corriger les lacunes et tracer les prochaines étapes à même de garantir un succès grandiose de cette édition. «L'organisation d'une manifestation internationale importante en Algérie, dont les Jeux méditerranéens, était un rêve qu'il a caressé depuis qu'il était responsable du secteur de la Jeunesse et des Sports et ce, pour affirmer et renforcer la place de l'Algérie sur la scène sportive internationale», a indiqué de son côté le commissaire des Jeux méditerranéens.

«Nous sommes devant un grand défi, mais je suis optimiste pour le relever, car ces jeux seront une preuve de la capacité de l'Algérie d'accueillir des compétitions plus grandes. C'est également une étape de préparation des Jeux olympiques et paralympiques, prévus à Paris en 2024», a-t-il ajouté. Le nouveau commissaire de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) Oran-2022, Mohamed-Aziz Derouaz, qui a consacré une vie entière au jeu à sept, est une figure de proue du sport algérien.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

126 nouveaux contaminés et 4 décès

L'Algérie a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de plus que le bilan d'hier (3), portant à 5 826 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 126 cas, soit 6 cas de moins par rapport au bilan d'hier (132), pour atteindre, au total, 230 915 cas confirmés.

R. N.

De l'exception à un business florissant

Les cours de soutien débutent déjà

■ *A peine l'année scolaire entamée que les enseignants proposent déjà aux parents ainsi qu'aux élèves de commencer les cours particuliers. En effet, ces dernières années, cette pratique est devenue un commerce juteux, bien exploité par des affairistes de tous bords, et ce, en contradiction flagrante avec les principes sacrés de la démocratisation de l'enseignement en Algérie.*

Par Thinhinene Khouchi

Depuis la rentrée scolaire on ne parle que de cela et un peu partout on retrouve des affiches où des enseignants proposent de donner des cours particuliers à des élèves de primaire, CEM, lycée. En effet, deux semaines seulement après la rentrée des classes 2021-2022, les parents se demandent déjà chez qui leur enfant prendra ses cours particuliers. Devant les établissements scolaires, certains parents s'échangent les adresses des meilleurs enseignants qui dispensent ces cours afin de réserver au plus vite une place pour leurs enfants. Malheureusement, ce qui était une exception il y a dix ans, est devenu aujourd'hui une tendance et une règle afin de corriger et combler les lacunes de certains élèves. En effet, face à la chute du niveau de l'enseignement en Algérie ces dernières années, ce phénomène a pris de l'ampleur. Depuis, il est entré dans les mœurs et les parents d'élèves, quelle que soit leur appartenance sociale, y ont recours comme s'il s'agissait de la seule et unique planche de salut pour leurs enfants en proie à la médiocrité scolaire. Ainsi, avec de plus en plus de parents désireux de payer en faveur de ce qu'ils considèrent comme la clé de la réussite future de leurs



enfants et avec des professeurs qui cherchent à trouver un moyen d'arrondir leurs fins de mois, le phénomène des cours particuliers en Algérie a très vite dégénéré. Pour de nombreux observateurs, les enseignants particuliers combleront les insuffisances du système éducatif national. Pour d'autres, il s'agit là d'une forme de racket que des enseignants en quête de gain exercent sur leurs élèves. En réalité, force est de constater que les enseignants trouvent largement leur compte dans cette tendance aux cours particuliers. Dans les écoles, des ensei-

gnants n'hésitent pas à inciter, dès les premiers jours de la rentrée scolaire, leurs élèves à s'inscrire à des cours supplémentaires qu'ils dispensent à leur domicile. Ils font miroiter aux parents un enseignement individuel que l'enfant ne peut pas obtenir à l'école. Convaincus qu'il offrira à leurs enfants une meilleure chance de réussite, ces parents mettent souvent le paquet. Il faut savoir que ces cours se déroulent souvent dans des appartements, des caves, des garages ou sur des terrasses d'immeubles et autres réduits, avec

le consentement des parents, lesquels sont gagnés par une angoisse entretenue par un système de notes, de classement, d'examen ou encore de menaces de redoublement ou d'exclusion. Enfin, dans quelques jours, comme chaque année, des groupes de 20 à 40 élèves, candidats aux examens de fin d'année ou autres, seront regroupés dans des garages quatre fois par mois, pour une durée de deux heures par semaine et un tarif mensuel de 2 000 à 3 500 DA, tous paliers confondus, primaire, moyen et secondaire. T. K.

CNESE : séminaire aujourd'hui et demain

La viabilité des start-up activant dans les technologies de pointe en débat

Le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) organise aujourd'hui mardi et demain mercredi, à Alger, un séminaire sur la viabilité des start-up activant dans le domaine des technologies de pointe, a indiqué, hier, un communiqué de cette institution.

Le séminaire, qui se tiendra à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration, est organisé en coopération avec l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Algérie et avec le concours du Programme de développement du droit commercial (CLDP) relevant du Département du Commerce des Etats-Unis et de l'Initiative de Partenariat des Etats-Unis au Moyen-Orient (MEPI), précise la même source.

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du «renforcement du rôle des start-up dans la nouvelle stra-

tégie économique nationale, compte tenu de l'extrême importance que les pouvoirs publics algériens attachent à l'encouragement de l'entrepreneuriat pour sa contribution à la création d'une valeur ajoutée économique, notamment en termes de capacité à créer des postes d'emploi et à stimuler la production compétitive.

Il vient aussi en consécration de la stratégie nationale de promotion de l'économie de la connaissance adoptée par l'Algérie, à travers la consolidation de la création de start-up dans le but de réaliser un bond qualitatif dans la diversification de l'économie nationale et la construction d'un nouveau modèle économique pour s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures», souligne le Cnese.

Cette démarche repose principalement sur «les capacités

dont dispose l'Algérie en capital humain avec ses compétences avérées dans divers domaines, y compris les technologies de pointe qui font l'objet de l'activité de nombreuses start-up, et qui méritent un accompagnement pour assurer leur viabilité et leur performance», ajoute le communiqué.

Le séminaire sera une occasion de débattre de la situation des start-up dans le domaine de la technologie de pointe en Algérie et d'analyser les principaux aspects liés au renforcement et à la viabilité de ce genre d'entreprises, notamment les mécanismes juridiques, réglementaires et financiers en vigueur, le transfert de la technologie et la propriété intellectuelle avec la présentation des méthodologies pratiques à même d'assurer la viabilité de ces entreprises, en se référant à l'expé-

rience américaine.

La rencontre regroupera des représentants des administrations publiques et des entreprises nationales, des partenaires internationaux et étrangers, des experts spécialisés nationaux et étrangers, des entreprises économiques publiques et privées, des propriétaires de start-up, des directeurs d'incubateurs, des chercheurs et étudiants dans le domaine de la technologie moderne et des représentants de la société civile.

Ce rendez-vous marquera également «le lancement de plusieurs projets de partenariat entre les instances algériennes et les partenaires américains en matière d'appui et de promotion des start-up dans le domaine de la technologie de pointe», conclut le document.

M. L.

LA QUESTION DU JOUR

Macron renonce aux voix des Algériens de France

Suite de la page une

La règle est que les avions militaires français ne survolent pas le territoire algérien, et l'exception est qu'ils soient autorisés quelquefois à le faire. C'est peut-être cela qui explique que l'Algérie ne se soit pas donné la peine de signifier cette interdiction, se bornant de fermer son espace à un plan de vol déposé le 3 octobre par l'armée française. Ce qui a valu pour ce jour vaudra automatiquement pour les suivants. Il y a cinq ans, le candidat Emmanuel Macron à la présidentielle de cette époque se déplaçant à Alger dans le cadre de sa campagne électorale avait qualifié de crime contre l'humanité le colonialisme français. Il était le premier politique français à rentrer à cet égard dans les vus algériennes. S'il l'a fait, c'est sûrement parce qu'il en escomptait le plus grand profit pour son élection. Les Algériens en droit de voter en France se déterminent dans leur choix en premier lieu en fonction de l'attitude des candidats par rapport à leur pays d'origine. De là d'ailleurs leur constante préférence pour les candidats de gauche. Il y a cinq ans, le danger de l'extrême droite existait déjà. Il s'est accru depuis. L'opinion française semble plus à droite aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a cinq ans. C'est du moins ce que donnent à penser les sondages relatifs aux intentions de vote. Il semble déjà acquis qu'aucun candidat de gauche ne sera présent au deuxième tour dans tous les cas de figure possibles. Si l'on pouvait, il y a cinq ans, remporter la présidentielle bien qu'on ait qualifié le colonialisme français en Algérie de crime contre l'humanité, cela n'est pas possible aujourd'hui. A en croire les sondages, qui toutefois se trompent souvent. Pour un candidat sans véritables convictions, à qui les sondages servent de boussole, il est suicidaire dans ces conditions de rester sur une position que même les candidats les plus à gauche n'osent pas faire leur. La présidentielle se gagnant plus que jamais à droite, il faut au contraire montrer qu'on est complètement revenu d'une folie d'extrême gauche qui aujourd'hui serait tout à fait suicidaire. Si précédemment on a tordu le bâton à gauche, sans avoir eu d'ailleurs à le regretter, il est impératif pour l'heure de le tordre plus fortement encore dans le sens opposé. On dit fort imprudemment qu'il y avait crime contre l'humanité ? Ce qu'on dit maintenant, c'est qu'il ne pouvait pas y avoir de crime de ce genre, du moment qu'il n'y avait même pas de nation à massacrer.

M. H.

Déclarations du Président Macron

Condamnation unanime de l'ingérence, par des partis politiques et organisations nationales

■ Plusieurs partis politiques et organisations nationales ont condamné «fermement», dimanche, les «propos non démentis» que plusieurs sources françaises ont attribué nommément au Président Emmanuel Macron, exprimant leur «rejet catégorique de toute forme d'ingérence et d'atteinte à la souveraineté nationale».

Par Hocine Y./APS

Le Conseil de la nation a rejeté «toute forme d'ingérence», affirmant que la politique extérieure de l'Algérie «n'est soumise à aucun diktat de quelque partie

qu'elle soit».

«Le Bureau du Conseil de la nation, présidé par le moudjahid Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, rejette en bloc toute forme d'ingérence, de diktat, de suggestions et de sermons, quelles que soient leur nature et leur origine, dont les colonisateurs d'hier et leurs relais actuels représentés par des lobbies, des entités et des partis politiques qui ne dissimulent point leur hostilité et leur haine à l'égard de l'Algérie n'ont de cesse d'exprimer et d'adresser sans honte et sans répit», a-t-il indiqué dans un communiqué.

Il a réaffirmé, à ce propos, que «la politique extérieure de l'Algérie n'est soumise à aucun diktat de quelque partie qu'elle soit et qu'elle agit conformément au réalisme politique et au service des intérêts stratégiques de l'Algérie».

Le Front de libération nationale (FLN) a dénoncé des propos «hostiles» qui traduisent «une haine viscérale» pour l'Algérie et «une inquiétude» quant à un retour de la diplomatie algérienne sur les scènes régionale et internationale.

Ces déclarations reflètent également «une inquiétude» quant à «un retour de la diplomatie algérienne "à voix haute, avec respect et considération" sur les

scènes régionale et internationale, particulièrement au plan sahélo-africain, chose qui contrarie les plans de la France coloniale», a-t-il soutenu.

Le Rassemblement national démocratique (RND) a également condamné énergiquement les déclarations «irresponsables» du président français Emmanuel Macron, candidat à un deuxième mandat, qualifiant son attitude d'«abominable».

Déclarations provocatrices

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a exprimé, de son côté, son rejet de l'ingérence française dans les affaires intérieures de l'Algérie, qualifiant les récents propos du président français Emmanuel Macron de «déclarations provocatrices et attentatoires à la souveraineté de l'Etat algérien».

Le MSP a affirmé que les déclarations «hostiles» du président français envers l'Algérie traduisent «l'acharnement de la France et sa mentalité colonialiste», «démasquant ainsi son vrai visage vis-à-vis de l'Algérie».

Le mouvement El-Bina a exprimé, pour sa part, son rejet total de l'atteinte à la souveraineté nationale, de l'ingérence dans les affaires intérieures de



l'Algérie et de toute velléité hostile à l'égard des institutions de l'Etat.

Le mouvement El-Bina a dénoncé, dans un communiqué, «l'hystérie électorale ayant caractérisé les déclarations d'officiels français contre l'Algérie (...) lesquelles trahissent une inimitié viscérale contre notre pays et son histoire».

H. Y./APS

Ghardaïa et El-Menea

Une production de près de 32 000 quintaux d'olives attendue

La production prévisionnelle d'olives dans les wilayas de Ghardaïa et El-Menea est estimée autour de 32 000 quintaux, au titre de la campagne agricole 2020/2021, ont indiqué, hier, les services de la Direction des services agricoles (DSA).

Cette production, si elle venait à être atteinte, représentera une légère hausse par rapport à celle de la dernière campagne agricole qui a connu une récolte de 28 600 qx, a affirmé à l'APS l'ingénieur en chef, chargé des statistiques, Khaled Djebrit.

Il a précisé que la production de cette année a été fortement altérée par la canicule, jumelée à une sécheresse et un stress hydrique durant les mois de juin et juillet derniers, qui ont affecté l'ensemble de la production agricole, notamment les filières phénicoicole et oléicole.

«Les palmes de palmiers, les feuilles des oliviers et autres arbres fruitiers ont été perforés, atrophiés et cramés, ce qui a engendré une perturbation de l'évolution du calibre et la physiologie des fruits et par conséquent sur la qualité et la quantité de la production», a expliqué le même responsable. Cette campagne

oléicole touche une superficie de 1 900 hectares, soit près de 213 500 oliviers productifs, sur une superficie globale de 2 071 hectares, soit près de 407 000 pieds plantés ces dernières années, a-t-il fait savoir.

Selon les statistiques de la DSA, plus de 70 % des oliviers productifs sont plantés en éparse, alors que 90 000 arbres productifs sont plantés en masse, ce qui rend la cueillette difficile.

Les services de la DSA estiment également que sur cette récolte de 32 000 qx d'olives prévus, près de 26 000 qx seront consommés comme olives de table et 7 300 qx seront destinés à l'extraction de près de 730 000 litres d'huile d'olive «vierge et bio», par le biais de trois huileries modernes créées à Guerrara, Ghardaïa et Béni-Isguen.

L'olivier, arbre qui «se comporte bien» et qui «prospère» sur le territoire des wilayas de Ghardaïa et El-Menea, comme en témoignent les nombreux spécimens plantés à Ghardaïa, Guerrara, Berriane, Zelfana, Hassi-Lefhel, Hassi El-Gara et El-Menea, où malgré l'absence de soins, leur fructification est relativement abondante, ce qui a entraîné un engouement sur la

culture de cet arbre «noble».

La filière oléicole, qui constitue une des principales filières agricoles dans les wilayas de Ghardaïa et El-Menea, connaît un essor remarquable ces dernières années, et la superficie consacrée à l'oléiculture est passée de 118 hectares en 2004 à 2 071 hectares en 2021.

Les surfaces plantées d'oliviers sont en constante progression, comme en témoignent les nombreuses rangées d'oliviers nouvellement plantées comme brise-vent autour des périmètres agricoles créés le long de la RN-1 entre Ghardaïa et la limite administrative avec la wilaya de Tamanrasset, entre El-Menea en allant vers Timimoun (Adrar) ainsi qu'à Guerrara.

Cependant, et en l'absence de tradition d'oléiculture dans la région qui est plutôt à vocation agropastorale, l'olivier, comme de nombreuses espèces arboricoles, nécessite un entretien, des tailles périodiques, notamment les tailles de formation qui doivent être effectuées les premières années suivant sa plantation, selon les techniciens des services agricoles.

Pour améliorer la performance des oliveraies, des sessions

de formation au profit des agriculteurs sur l'itinéraire technique à adopter ont été lancées dans le cadre de la vulgarisation agricole afin d'améliorer la production et la productivité.

L'olivier est un arbre qui s'adapte à l'environnement de la région, il n'est pas gourmand en eau et se contente d'un sol pauvre, et son rendement dépend de l'entretien du sol, son irrigation et l'itinéraire technique a précisé un technicien de la DSA.

Arbre noble et millénaire, dont les fruits possèdent des vertus diététiques et thérapeutiques indéniables, l'olivier s'est tôt érigé, au niveau des wilayas de Ghardaïa et El-Menea, en un patrimoine arboricole important, qui a suscité, au fil des années, un intérêt particulier et un engouement des investisseurs, indique la même source.

Le programme de développement de l'oléiculture et l'intensification de la culture de l'olivier dans la région de Ghardaïa peut contribuer à la création de nouvelles huileries, notamment dans la région d'El-Menea, et générer emplois stables, signale-t-on à la DSA.

Anis Y.

Mohamed Laïchoubi, ancien ministre et diplomate Les propos du Président français sont «ahurissants»

Les propos attribués au Président français, Emmanuel Macron, non démentis par l'Elysée, sont, selon l'ancien ministre et diplomate, Mohamed Laïchoubi, «ahurissants», tenus sur une question «complexe» abordée avec un «simplisme brutal».

«Ce sont des propos ahurissants venant d'un chef d'Etat en exercice sur une question complexe, qui est la dimension historique, abordée avec un simplisme brutal et un argumentaire rectiligne mais surtout désinvolte», a indiqué M. Laïchoubi à la Radio nationale.

La vision proposée sur la nation algérienne à travers les idées exposées par le Président français est «attentatoire» et «grave», a affirmé l'invité de la Rédaction de la Chaîne 3, estimant que «ce doux euphémisme qu'on qualifie de "rente mémorielle" est un drame pour la pensée humaine».

Concernant la décision de réduire l'octroi des visas et faire une sorte d'exception pour les étudiants et les hommes d'affaires, M. Laïchoubi a estimé qu'il s'agit là d'«un pari risqué et aléatoire, et d'une erreur fondamentale». «Croire que proposer aux jeunes Algériens une vision post-coloniale montée sur de l'injustice et autres, et tabler sur une séparation des élites de la société civile avec les institutions, est un pari absolument insignifiant car ça ne marchera pas», a-t-il expliqué.

«Au lieu de se perdre dans des questions importantes et émotionnelles, et de jouer de façon dramatique sur ces questions, on devrait se préoccuper à rénover le discours et proposer de nouveaux partenariats», a-t-il dit, déplorant à cet égard que «la France (soit) incapable de proposer une nouvelle vision de partenariat».

«Structurellement, la pensée politique française n'arrive pas à opérer des ruptures avec sa période coloniale et de pays hégémonique. Elle est dans la continuité de la pensée coloniale et totalement imbriquée dans cette pensée de laquelle elle n'arrive pas à se défaire», a indiqué M. Laïchoubi.

Younès F.

Finances

Benabderrahmane s'entretient avec une mission du FMI

■ Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'est entretenu, dimanche, par visioconférence, avec une équipe du Fonds monétaire international (FMI), conduite par M^{me} Geneviève Verdier, Cheffe de division au niveau du département Moyen-Orient et Asie Centrale du Fonds.



Par Salem K.

L'audience, tenue dans le cadre de la mission statutaire effectuée virtuellement en Algérie du 14 septembre au 3 octobre 2021, au titre de l'Article IV des Statuts du FMI, a eu pour objectif d'échanger sur les conclusions de la mission du FMI, notamment par rapport aux politiques mises en œuvre sur les plans monétaire, budgétaire et financier, ainsi que sur les défis rencontrés sur le plan

macroéconomique, selon un communiqué du ministère des Finances.

Dans ce cadre, les responsables du FMI ont «salué les mesures prises par les autorités algériennes en vue d'atténuer les retombées de la pandémie de Covid-19, notamment en matière de renforcement de la campagne de vaccination».

Par ailleurs, la mission du FMI «s'est félicitée des efforts déployés par le gouvernement algérien dans le domaine de l'amélioration du climat des

affaires, notamment par rapport à la réduction des restrictions à l'investissement Direct Etranger, ce qui constitue un facteur contribuant à la diversification de l'économie».

Les discussions ont, par ailleurs, porté sur les politiques économiques à mettre en place en vue de faire face aux déséquilibres macroéconomiques induits par la pandémie de Covid-19 et la baisse des prix des hydrocarbures.

Les deux parties ont notamment échangé sur les instru-

ments à envisager pour contenir le déficit budgétaire, stimuler la croissance et renforcer la position extérieure de l'Algérie.

Pour sa part, M. Benabderrahmane a indiqué que l'économie algérienne, après avoir renoué avec la croissance en 2021, «est en train de se diriger vers un nouveau modèle de croissance, qui place l'investissement au cœur de la dynamique de création de richesse et d'emplois».

Cela, a-t-il ajouté, est appuyé par d'ambitieux chantiers de réformes structurelles qui auront un impact certain sur le rééquilibrage des indicateurs macroéconomiques et qui sont de nature à mettre notre économie sur un sentier de croissance résilient et durable».

Le Premier ministre, ministre des Finances, a également saisi cette occasion pour faire part à la mission du FMI de certaines mesures prises dans le cadre de la prochaine loi de finances, adoptée ce dimanche en Conseil des ministres.

Enfin, l'équipe du FMI a réitéré sa «volonté de poursuivre, à travers l'assistance technique, l'accompagnement de notre pays dans ses efforts de réformes dans les différents domaines de politiques économiques», ajoute le communiqué.

S. K.

Pétrole

Le Brent à plus de 79 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient proches de l'équilibre hier, avant le sommet de l'Opep+ qui devait se tenir hier, et se penchera sur l'examen des actions à entreprendre pour soutenir l'équilibre du marché pétrolier.

Hier matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre était en petite baisse de 0,04 % par rapport à la clôture de vendredi, à 79,25 dollars à Londres.

A New York, le baril de WTI pour le mois de novembre a

également enregistré une légère baisse de 0,09 % à 75,81 dollars.

Les marchés pétroliers attendaient les résultats de la réunion de l'Opep+ hier après-midi, au cours de laquelle le groupe décidera d'ajuster ou non les objectifs de production, expliquent les analystes.

Le sommet des 23 producteurs de l'Opep+, alliance emmenée par l'Arabie saoudite et la Russie et composée des 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(Opep) et de dix alliés, devait débuter hier après-midi au siège de l'Organisation à Vienne, par visioconférence.

Une réunion technique, dite Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC), réunissant également les ministres était prévue une heure avant.

L'Organisation s'en tient jusqu'à présent à une prudente hausse mensuelle de la production d'un volume de 400 000 barils par jour, selon les plans

décidés en juillet.

Mais elle pourrait annoncer un volume plus élevé pour le mois de novembre, étant donné que la croissance plus rapide que prévu de la demande a fait grimper les prix du pétrole de manière significative au cours des semaines, d'après des experts.

Le baril de Brent a grimpé de 7,5 % le mois dernier et le WTI de 9,5 %. Les deux références du brut affichent une hausse de l'ordre de 50 % depuis début janvier.

S. K.

Monnaies

Légère hausse de l'euro face au dollar hier

L'euro reprenait un peu de terrain face au dollar hier, dans un marché avançant à tâtons, déjà focalisé sur les données de l'emploi américain attendues en fin de semaine, qui pourraient confirmer l'hypothèse d'un resserrement de la politique monétaire américaine.

Vers 09h00 GMT (10h00 à Alger), l'euro reprenait 0,18 % à 1,1617 dollar pour un euro, sans trop s'éloigner de son plus bas

en 14 mois atteint jeudi à 1,1563 dollar. «Les cours évoluent peu dans l'attente du rapport sur l'emploi qui sera publié vendredi», ont commenté les analystes de Sucden.

Après des créations d'emploi très décevantes en août, les cambistes attendent de voir si le marché du travail américain est resté assez robuste en septembre pour justifier un durcissement de la politique monétaire

de la Banque centrale américaine (Fed). «Bien qu'un deuxième mois de faiblesse puisse rendre la Fed plus prudente, pour que l'institution change ses plans, il faudrait probablement que le rapport soit encore moins bon que celui d'août, quand 235 000 emplois avaient été créés», estime Lee Hardman, analyste chez MUFG. La Fed a en effet signalé, lors de sa dernière réunion, qu'un ralentissement de son pro-

gramme de rachats d'actifs pourrait arriver avant la fin de l'année, ce qui a poussé le marché à tabler sur une remontée des taux dès 2022. Une politique monétaire plus stricte rend le dollar plus attractif. Avant le rapport de vendredi publié par le département du Travail, les investisseurs suivront demain l'enquête ADP sur l'emploi dans le secteur privé aux Etats-Unis.

Bilal N.

Marché de Hong Kong

Le géant immobilier chinois Evergrande en difficulté suspend ses opérations

Le géant immobilier chinois ultra-endetté Evergrande a suspendu hier ses opérations sur les marchés de la Bourse de Hong Kong, sans donner de raison.

«La négociation des actions de China Evergrande Group sera interrompue», a déclaré la société à la Bourse. «En conséquence, la négociation de tous les produits structurés relatifs à la société sera interrompue au même moment».

Le cours des actions de la société a chuté d'environ 80 % depuis le début de l'année. Etranglé par une dette de 260 milliards d'euros, le groupe privé se débat depuis plusieurs semaines pour honorer ses paiements d'intérêts et ses livraisons d'appartements.

Mais le mastodonte reste au bord du gouffre et sa faillite potentielle pourrait faire tanguer le secteur immobilier chinois, voire l'économie nationale ou mondiale.

Les actions de sa filiale de véhicules électriques, qui a renoncé la semaine dernière à une proposition de cotation à Shanghai, n'ont pas été suspendues, bien qu'elles aient chuté de 6 % dans les premiers échanges.

Evergrande a déjà commencé à se délester de certains actifs. La semaine dernière, le groupe a notamment annoncé qu'il allait vendre une participation de 1,5 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) dans une banque régionale, afin de lever les capitaux dont il a tant besoin.

Confronté au risque d'agitation sociale en cas de défaut de paiement d'Evergrande, le gouvernement chinois n'a de son côté pas encore indiqué s'il comptait intervenir ou non pour aider ou restructurer le promoteur.

Selon des articles de presse, les autorités ont demandé aux gouvernements locaux de se préparer à l'effondrement potentiel d'Evergrande, ce qui suggère qu'un renflouement majeur de l'Etat est peu probable.

Des centaines de personnes ont manifesté ces dernières semaines devant des bureaux d'Evergrande dans plusieurs régions du pays afin d'exiger l'achèvement des travaux ou le remboursement de sommes déjà versées.

Le groupe a admis être confronté à des «défis sans précédent» et a prévenu qu'il pourrait ne pas être en mesure de faire face à ses engagements.

R. R.

Mer / Loisirs

Inauguration d'un sentier sous-marin sur le rivage des Aiguades à Béjaïa

■ Un sentier sous-marin sur le rivage des Aiguades (Béjaïa), dédié essentiellement aux passionnés de la mer et des fonds marins, a été inauguré dimanche, en présence des autorités locales et des responsables du Parc national de Gouraya (PNG).

Par Hamid N.

La voie, étalée sur quelques centaines de mètres, ressemble à un sentier pédestre en

Université d'Oran1 «Ahmed-Benbella» Plus de 5 400 nouveaux étudiants inscrits

L'Université d'Oran1 «Ahmed-Benbella» a enregistré 5 448 nouveaux étudiants inscrits, dont les bacheliers de la session de juin 2021, lors des inscriptions définitives achevées jeudi dernier, a-t-on appris du chargé de communication de cet établissement de l'enseignement supérieur, Mohamed Abbassi. Les nouveaux inscrits dans toutes les spécialités assurées par l'Université d'Oran1 représentent, selon le P^r Mohamed Abbassi, plus de 98 % du total des étudiants orientés vers cet établissement de l'enseignement supérieur, soit 5 530 étudiants, ajoutant que l'occasion sera donnée au restant jusqu'au 8 octobre en cours pour achever leurs inscriptions. L'étape des inscriptions a permis d'accepter 205 demandes de transfert d'étudiants inscrits dans d'autres universités sur 302 demandes, en plus de 211 demandes avalisées sur 536 demandes d'étudiants orientés vers l'Université d'Oran1 qui ont exprimé leur souhait de poursuivre leurs études dans d'autres universités. A noter que les cours pour l'année universitaire 2021-2022 ont été lancés ce dimanche suivant le mode d'enseignement à distance, alors que le mode présentiel a été reporté à dimanche prochain selon un programme d'enseignement de chaque établissement et le protocole de gestion de l'année universitaire. Pour le suivi du déroulement de l'année universitaire, l'Université d'Oran1 «Ahmed-Benbella» a installé jeudi dernier une commission composée du recteur, de ses adjoints, de directeurs des œuvres universitaires d'Oran et de représentants des syndicats d'enseignants et personnels et des organisations estudiantines. A noter que l'Université d'Oran1 dispose de spécialités régionales dont les sciences islamiques et arts, sciences médicales et de spécialités nationales dont la traduction, le génie biomédical et physique et agriculture appliquée. Le nombre d'étudiants à l'Université d'Oran inscrits au titre de la saison 2020-2021 était de plus de 21 000, répartis sur cinq facultés et deux instituts.

Ali N.

forêt, mais se parcourt en surface et/ou sous l'eau, muni d'un masque, d'un tuba et de palmes à travers un cheminement balisé. Y plonger permet d'explorer les petits fonds marins, d'un mètre de profondeur au plus, et y découvrir la vie sous-marine.

«C'est une balade aquatique à la fois pédagogique et ludique, notamment pour les enfants ciblés pour aimer la mer et la protéger», dira M^{me} Benamara, cadre du PNG, qui n'écarte pas son ambition de voir le projet attirer de grands flux de touristes.

Ce sentier limité par une ligne d'eau, en plus de ses

balises, est ponctué de trois stations immergées, chacune équipée de panneaux de signalisation et de fiches d'informations sur la zone marine, le genre de poissons dominants ainsi que des conseils sur les gestes à faire valoir durant la plongée, notamment l'interdiction de nourrir les espèces s'y trouvant. Une convention relative au suivi et au développement du projet a été signée entre les responsables du PNG et une association locale de Scouts musulmans, retenue pour ses connaissances du milieu et son expérience dans les projets marins.

H. N.



Conseil des ministres

Impératif de désenclaver Khenchela et développer l'activité agricole dans la wilaya

Le Conseil des ministres a approuvé dimanche le Programme complémentaire de développement au profit de Khenchela, en vue de désenclaver la wilaya et réunir les conditions idoines permettant d'y développer l'activité agricole, a indiqué un communiqué du Conseil.

La réunion du Conseil des

ministres a été consacrée à l'examen et à l'approbation de nombre de lois, de décrets et d'exposés dont le Programme complémentaire de développement au profit de la wilaya de Khenchela, et lors de laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit le gouvernement de veiller à ce que le Programme tienne

compte «des exigences de la wilaya pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens».

Le Programme en question devra également permettre de «désenclaver la wilaya en la reliant aux wilayas limitrophes, à travers la double voie N° 32 et une ligne ferroviaire Khenchela - Ain Beïda (Oum El Bouaghi) en prévision du lancement de zones

d'activités industrielles», note la même source.

L'accent a été mis, en outre, sur l'impératif de «réunir les conditions idoines pour le développement de l'activité agricole dans les filières où la wilaya recèle des potentialités considérables», a conclu le communiqué.

Dalil N.

Transport ferroviaire

Un voyage inaugural expérimental réussi de la ligne M'sila-Tissemsilt via la gare de Boughezoul

Le voyage inaugural expérimental du train reliant les gares de M'sila et Tissemsilt en passant par la gare de Boughezoul (290 km de longueur), a été couronné de succès, a indiqué, dimanche, l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif).

Le coup d'envoi de ce voyage inaugural expérimental a été donné par le directeur général de l'Anesrif, Azzedine Fridi, en

compagnie des directeurs centraux, des directeurs de projets et des directeurs de la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf), a précisé l'Agence sur son compte officiel Facebook.

Le voyage inaugural d'est déroulé en deux étapes. Les responsables se sont enquis, lors de la première étape, du tronçon reliant les gares de M'sila et de Boughezoul (151 km). Quant à la deuxième étape, le train a pris le départ de la gare de

Boughezoul vers celle de Tissemsilt en passant par les gares Colonel Bougara, Hassi Fedoul, Sidi Laadjal et Chahbounia, avec une vitesse de pointe de 160km/h, selon l'Anesrif. A cette occasion, M. Fridi, qui s'est enquis, aux côtés de la délégation qui l'accompagnait, le long de la ligne ferroviaire et toutes les gares des deux projets, a donné des instructions concernant la finalisation de tous les travaux restants, notamment les retouches au niveau

des gares, outre l'aménagement des espaces extérieurs pour accueillir les voyageurs dans les meilleures conditions et garantir un service public de qualité en vue de la réception du projet prochainement. L'Agence a précisé qu'après la finalisation de la réalisation des projets conformément à des normes et systèmes (signalisation et communication) modernes, l'exploitation et la gestion de ces projets devront être remis à la Sntf.

T. C.

CNAS Sidi Bel-Abbès

Plus de 1 000 employeurs concernés par les exonérations des pénalités de retard

Lagence de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs salariés (Cnas) de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a dénombré 1 019 employeurs concernés par les mesures exceptionnelles d'exonération des pénalités de retard de leurs cotisations, a-t-on appris, dimanche, auprès de la cellule d'information et de communication de l'agence.

Parmi les employeurs concernés par les mesures de suppression des majorations et pénalités de retard, 18 employeurs du secteur public et 1 001 relevant du secteur privé, a indiqué la même source, faisant observer que toutes les facilités ont été accordées aux employeurs concernés pour régulariser définitivement leur situation.

S'agissant des employeurs

concernés par les cotisations principales, 264 sont dans le secteur public et 6 288 dans le secteur privé, a-t-on fait savoir.

Selon la même source, la campagne d'information, placée sous le slogan «l'assurance sociale, un acteur essentiel dans la relance économique nationale», se poursuivra jusqu'au 31 janvier 2022 dans le but de faire connaître le contenu des

mesures exceptionnelles, avantages et facilitation des mesures de versement des cotisations.

Il est prévu également la réception des demandes de rééchelonnement des dettes, en plus des mesures de suppression des pénalités de retard via Internet grâce à la numérisation des services dont dispose la Cnas.

H. Y.



Éthiopie

Le Premier ministre investi pour un nouveau mandat

■ Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a été investi, hier, pour un nouveau mandat de cinq ans, mais cette reconduction survient dans un contexte troublé par onze mois d'un conflit dévastateur dans le nord du pays, qui suscite l'inquiétude de la communauté internationale.

Par Mourad M.

«**M**oi, Abiy Ahmed Ali, aujourd'hui devant la Chambre des représentants du peuple, j'accepte d'être nommé Premier ministre», a déclaré le dirigeant de 45 ans, alors qu'il était investi par la présidente de la Cour suprême, Meaza Ashenafi.

Son parti, le Parti de la prospérité, a remporté une victoire écrasante aux élections du 21 juin, signe, selon son administration, qu'il a reçu l'onction populaire attendue et le soutien à ses réformes démocratiques engagées depuis son arrivée au pouvoir en 2018.

Mais le vote s'est déroulé dans un contexte politique et humanitaire tout sauf apaisé : des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans la guerre au Tigré (nord), où des centaines de milliers de personnes sont menacées par la famine, selon l'ONU – de quoi ternir l'aura de celui qui avait reçu le prix Nobel de la paix en

2019.

Ces derniers mois, les combats se sont propagés aux régions voisines de l'Afar et de l'Amhara, tandis que le Tigré est tombé dans ce que l'ONU qualifie de blocus humanitaire de facto, alimentant les craintes d'une famine de grande ampleur à l'image de ce qu'avait vécu l'Éthiopie dans les années 1980.

Il n'est pas certain que l'investiture d'Abiy Ahmed ait des effets sur l'offensive menée par les forces gouvernementales contre les rebelles tigréens du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui dominaient la vie politique nationale avant l'arrivée d'Abiy Ahmed au pouvoir.

Le bureau du Premier ministre, qui accuse les rebelles d'avoir déclenché la guerre en novembre 2020 en attaquant des camps de l'armée fédérale, a indiqué que certaines mesures de conciliation, telles que la déclassification du TPLF comme «groupe terroriste», pourraient seulement avoir lieu après la formation d'un nouveau gouverne-

ment.

Les partenaires internationaux, comme les États-Unis, qui ont menacé d'imposer des sanctions ciblées en lien avec le conflit, «vont regarder cela de très près pour voir s'il y a le moindre changement de position», juge William Davison, analyste au sein de l'International Crisis Group.

Les relations avec la communauté internationale se sont encore dégradées la semaine dernière, lorsque l'Éthiopie a annoncé l'expulsion de sept responsables d'agences de l'ONU.

Hier, l'ambassadeur britannique auprès de l'ONU à Genève a appelé, dans un discours prononcé au nom de plus de 40 pays, au retour des responsables expulsés. «Leur travail est vital pour répondre aux multiples crises humanitaires auxquelles l'Éthiopie fait face et aux informations persistantes de violations des droits humains et d'abus», a-t-il dit.

Les pays occidentaux sont «dégus» par Abiy Ahmed, un sentiment qui devrait façonner les relations de l'Éthiopie avec les puissances étrangères lors de son deuxième mandat, estime Cameron Hudson, membre de l'Africa Center de l'Atlantic Council.

«L'Occident va probablement revenir à un manuel stratégique qu'il connaît : faire pression là où



Ph. > D. R.

c'est possible, s'impliquer là où il le faut, et rester à un poste d'observation pour de meilleures alternatives», résume-t-il.

«Il y a eu des efforts pour déstabiliser notre souveraineté, unité et co-existence sociale», a déclaré hier la présidente éthiopienne, Sahle-Work Zewde, dont le rôle est principalement honorifique.

«Cependant, les Ethiopiens, qui ne feront pas de concessions sur la fierté et l'existence du pays, ont réussi à déjouer cette conspiration conçue par des ennemis de l'extérieur et des traîtres de l'intérieur pour détruire l'Éthiopie», a-t-elle dit.

Abiy Ahmed avait été nommé Premier ministre après plusieurs années de manifestations antigouvernementales contre la coalition au pouvoir dirigée par le TPLF et avait promis de rompre avec la gouvernance autoritaire du passé, notamment

par la tenue des élections les plus démocratiques jamais vues dans le pays.

Une fois son nouveau gouvernement en place, Abiy Ahmed devra se confronter à ce qu'Awet Weldemichael, expert de la Corne de l'Afrique à l'Université Queen's (Canada), appelle les «triples crises» : la guerre elle-même, et ses répercussions humanitaires et économiques. «La vague de combats qui s'annonce et la situation humanitaire qui s'aggrave vont porter un nouveau coup à sa réputation internationale et être un test pour son gouvernement dès le premier jour», analyse l'expert.

M. Abiy doit prendre la parole lors d'un rassemblement prévu à Meskel Square, l'une des grandes places d'Addis Abeba, en présence des présidents du Nigeria, de la Somalie, du Sénégal et du Kenya.

M. M.



Commentaire

Crainte

Par Fouzia Mahmoudi

Ce week-end se tenait en France le Campus de la majorité présidentielle. Un rendez-vous qui a servi surtout à attaquer Éric Zemmour, qui semble énormément inquiéter à l'Élysée. En ouverture, ce samedi, de sa dernière rentrée politique du quinquennat, à Avignon, La République en Marche a par ailleurs clairement mis le cap sur la présidentielle. À la tribune, Christophe Castaner, l'ex-ministre de l'Intérieur, l'a d'ailleurs assuré sans détour : «Notre seule responsabilité, c'est d'assurer la réélection du président de la République». Une échéance qui, à entendre les macronistes, ne se limitera pas à une nouvelle confrontation avec le monde d'avant, la gauche et la droite. Sur la route de 2022 se dresse aussi et surtout le «bloc des déclinistes». Et bien entendu Éric Zemmour qu'un dernier sondage crédite désormais de 15 % des intentions de vote, à un point seulement derrière Marine Le Pen. Or, à Avignon, l'écrivain, dont le dernier livre se vend par dizaines de milliers d'exemplaires, a eu les honneurs de nombreux intervenants. Il semblerait que pour la Macronie il soit aujourd'hui le plus redoutable adversaire et surtout visiblement celui qui est le plus à craindre. Peut-être même plus encore que Xavier Bertrand, Anne Hidalgo ou Valérie Pécresse, dont les noms n'ont pas été cités, au contraire donc du polémiste d'extrême droite. Et la charge a été lourde contre celui que François Patriat, le chef de file des sénateurs macronistes, a qualifié, dans son discours, de «sympathisant de Vichy». Jean-Marc Borello, le directeur général adjoint d'En Marche, pointant, lui, du doigt «l'arrivée de la peste brune». Mais c'est Christophe Castaner, le patron des députés marcheurs à l'Assemblée nationale, qui s'est montré le plus sévère : «L'outrance n'est que l'arme des pleutres. Quelle honte il fait au débat. Il se dit plus gaulliste que De Gaulle, il est en réalité plus lepéniste que Le Pen. Mais candidat ou pas, c'est un ennemi politique, nous devons le considérer comme tel et le combattre sur tous les fronts». Du côté de la direction de la République en Marche, le discours est clair : «Être intraitable sur les idées de Zemmour». Des idées «racistes, xénophobes, déclinistes». Pourtant, en l'évoquant constamment, les partisans de Macron ne participent qu'à faire augmenter l'intérêt autour de Zemmour qui est chaque jour plus populaire et qui grâce aux macronistes est plus que jamais dans les esprits. Celui qui fut bouté hors de l'antenne de Cnews il y a un mois par le CSA n'aura ainsi jamais été autant à la télévision et à la radio et bénéficie, par ailleurs, d'une publicité gratuite constante de la part de ses adversaires qui sont incapables de parler de leurs propres programmes pour la France mais préfèrent critiquer inlassablement le journaliste.

F. M.

Royaume-Uni

Des militaires à la rescousse face aux pénuries d'essence

Des militaires ont commencé à être déployés, hier au Royaume-Uni, pour approvisionner en essence des stations-service prises d'assaut et tenter de résoudre les pénuries d'essence, conséquence d'un manque de maintenance embarrassant pour le gouvernement.

Hier, de longues files d'attente continuaient de se former devant les stations-service, confrontées depuis une dizaine de jours à des problèmes d'approvisionnement dus à un manque de chauffeurs routiers (100 000 selon les professionnels).

Cette situation exceptionnelle est la dernière conséquence en date des pénuries de maintenance causées par la pandémie et le Brexit, avec des problèmes de livraison touchant aussi les rayons des supermarchés, les chaînes de restauration rapide ou encore les pubs.

«Vendredi, après mon travail, j'ai dû faire la queue dans cette station pendant 2 heures 20 pour faire le plein d'essence», a raconté une automobiliste exaspérée interviewée par l'AFP à

Londres. Elle explique être revenue hier faire le plein avant que la station-service ne se retrouve de nouveau à court de carburant. Les problèmes d'approvisionnement en essence se concentrent à Londres et dans le sud-est, où les militaires sont envoyés en priorité. Après avoir été formés à conduire des poids lourds et remplir les pompes à essence, environ 200 militaires – dont la moitié sont des chauffeurs – doivent être déployés dans le cadre de cette opération baptisée «Escalin».

«Les stocks à Londres et dans le sud de l'Angleterre se reconstituent à un rythme légèrement plus lent que dans d'autres régions du Royaume-Uni, nous avons donc commencé à déployer du personnel militaire pour augmenter l'approvisionnement dans ces régions», a expliqué un porte-parole du gouvernement.

Même si le Premier ministre Boris Johnson a déclaré dimanche que la situation «s'apaise», 22 % des stations-service à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre n'ont pas de carburant, a précisé, hier, le

directeur exécutif de la Petrol Retailers Association, Gordon Balmer.

Sur environ 1 100 stations-service avec lesquelles il était en contact dimanche, certaines étaient à court de carburant depuis plus d'une semaine.

«Nous espérons que la situation s'améliore cette semaine», a déclaré M. Balmer sur Sky News, tout en avertissant que cela pourrait prendre jusqu'à 10 jours pour reconstituer les stocks.

Les images de files d'attente devant les stations-service mais aussi de rayons vides dans les supermarchés ces derniers jours sont particulièrement gênantes pour Boris Johnson dont le parti conservateur est réuni en ce moment pour son congrès annuel à Manchester (Nord de l'Angleterre).

Hier, des éleveurs de porcs ont manifesté à proximité de ce congrès, certains déguisés en cochons, pour protester contre un manque de bouchers qui les contraint à tuer leurs bêtes faute de pouvoir les envoyer à l'abattoir ou de les garder dans des élevages saturés.



Jeux méditerranéens 2022

Le Premier ministre en visite de travail dans la wilaya d'Oran

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, devait effectuer hier une visite de travail dans la wilaya d'Oran, au cours de laquelle il inspectera plusieurs projets et infrastructures sportifs, en prévision de la 19^e édition des Jeux méditerranéens qu'abritera en 2022 la ville d'Oran. Accompagné d'une importante délégation ministérielle, M. Benabderrahmane inspectera également des projets relevant d'autres secteurs. Le Premier ministre, ministre des Finances entamera sa visite par l'inspection du projet de réalisation de la nouvelle aérogare et de ses dépendances de l'aéroport international

«Ahmed-Ben-Bella» d'Oran. Et un exposé sur le projet de réalisation de la télécabine lui sera également présenté.

Dans la commune de Bir El-Djir, M. Benabderrahmane visitera le nouveau complexe olympique au quartier de Belgaid, dont le stade de football a une capacité de 40 000 places.

Il inspectera aussi les structures relevant du complexe et le village méditerranéen, réalisées en prévision de l'événement sportif méditerranéen. D'autre part, M. Benabderrahmane procédera à l'installation de Mohamed Derouaz en qualité de Commissaire des Jeux méditerranéens.

JS Kabylie

Bensaha signe pour trois saisons

Le milieu offensif Billel Bensaha s'est engagé pour un contrat de trois saisons avec la JS Kabylie, devenant ainsi la 8^e recrue estivale des «Canaris», a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, samedi soir sur sa page Facebook. L'ancien joueur du DRB Tadjenanet (27 ans) avait évolué la saison dernière en prêt avec le MC Alger, lui qui appartenait à l'ES Tunis. Le champion de Tunisie a préféré cette fois-ci le céder définitivement. Après un intérêt du CR Belouizdad, c'est finalement la JSK qui a réussi à s'attacher les services de cet ailier gauche. Bensaha rejoint ainsi les autres nouvelles recrues estivales

de la formation kabyle : le Malien Yacouba Doumbia, Zakaria Mansouri, Réda Boumechra, le portier Azzedine Doukha, l'Ethiopien Mujib Kassim Hamza, Oussama Guettal, et Fateh Taleh. Par ailleurs, la JSK s'est imposée samedi en amical face au nouveau pensionnaire de la Ligue 2 amateur, la JS Bordj Menaïl (2-1), en match disputé à Alger en trois mi-temps de 30 minutes chacune. Après un premier stage effectué en altitude au complexe sportif de Tikjda (Bouira), sous la conduite du nouvel entraîneur français Henri Stambouli, les «Canaris» ont entamé la semaine dernière un deuxième stage à Alger, qui s'étalera jusqu'au 8 octobre.

Ligue des champions (2^e tour préliminaire)

Un trio arbitral djiboutien pour ASEC Mimosas-CRB

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral djiboutien conduit par Souleymane Ahmed Djama pour diriger le match entre les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas et le CR Belouizdad, prévu le 16 octobre à Abidjan (16h00 algériennes), comptant pour le 2^e tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions, a indiqué le club algérois dimanche. Souleymane Ahmed Djama sera assisté de ses compatriotes Abderrazak et Rachid Bouraleh, précise la même source sur sa page officielle Facebook. Le Chabab s'est

qualifié aux dépens des Nigériens d'Akwia United (aller : 0-1, retour : 2-0), alors que l'ASEC Mimosas a éliminé les Sénégalais de Teingueth FC (aller : 1-0, retour : 1-0). La seconde manche se jouera entre le 22 et le 24 octobre à Alger. L'autre représentant algérien dans cette épreuve, l'ES Sétif, sera opposé quant à lui aux Mauritanais du FC Nouadhibou. Le match aller est fixé également au 16 octobre au stade de Nouakchott. Les Sétifiens se sont qualifiés difficilement face aux Gambiens de Fortune FC (aller : 0-3, retour : 3-0, aux t.a.b. : 5-4).

Championnat arabe de basket-ball

Défaite du WO Boufarik devant Al-Ahly

Le WO Boufarik s'est incliné dimanche face à la formation égyptienne d'Al-Ahly par 68-49 (mi-temps : 33-27), en match disputé à Alexandrie (Egypte) pour le compte de la deuxième journée du groupe C du 33^e Championnat arabe des clubs de basket-ball.

Les résultats des quatre quart-temps ont été comme suit : 22-18, 11-9, 20-10 et 15-12.

Lors de leur première sortie dans cette compétition, les hommes de Mohamed Yahia se sont imposés jeudi face aux Saoudiens d'Al-Fateh après pro-

longation 75-70. Dans l'autre contre du groupe C, Al-Fateh a disposé dimanche de la formation yéménite d'Al-Sha'ab Hadramout par 94-80 (mi-temps : 47-40). Au classement, Al-Ahly, avec 4 points, se qualifie pour les quarts de finale, tandis que le WOB, 2^e avec 3 points, devait battre hier Al-Sha'ab Hadramout pour valider son ticket au prochain tour. Al-Fateh (3 pts) devra lui s'imposer devant Al-Ahly et espérer une défaite du WOB pour poursuivre l'aventure.

Equipe nationale

Amoura remplace Ounas, Kebbal en renfort

■ Le coach Djamel Belmadi a fait appel au jeune attaquant du FC Lugano (Suisse), Mohamed-Amine Amoura (21 ans), pour remplacer le joueur de Naples, Adam Ounas, blessé et qui a déclaré forfait pour la double confrontation de l'équipe nationale face au Niger, les 8 et 12 octobre, comptant pour les 3^e et 4^e journées du 2^e tour (Gr. A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar.



Amoura mérite amplement cette convocation

Par Mahfoud M.

C'est la première convocation de l'ex-baroudeur de l'ES Sétif qui a enfilé déjà le maillot de la sélection nationale des joueurs locaux et brillé de milles feu avec son compère Ghacha, actuellement à Antalya sport, en Turquie. De nombreux observateurs soulignent que ce dernier est voué à un avenir radieux s'il continue à évoluer de la même manière. De son côté, le milieu offensif du Stade de Reims (France), Ilan Kaïs Kebbal (23 ans) a également été convoqué pour ce stage et cette double confronta-

tion face au Niger. Blessé samedi à l'entraînement au muscle fémoral droit, Ounas (24 ans) allonge ainsi la liste des absences, puisque le coach national doit déjà se passer des services du défenseur Mehdi Tahrat (Al-Gharafa/Qatar) et du milieu offensif Rachid Ghezal (Besiktas/Turquie), blessés. C'est un véritable casse-tête pour le sélectionneur national qui aurait tant souhaité avoir tout le monde sous la main, pour avoir plus de choix dans l'élaboration de son onze rentrant pour ces deux rencontres qui restent très importantes à ses yeux, d'autant plus qu'elles peuvent être décisives dans la course à la qualification à

la phase finale du Mondial 2022 au Qatar. La sélection algérienne accueillera son homologue nigérienne vendredi (20h00) au stade Chahid Mustapha-Tchaker de Blida avant de se rendre à Niamey pour la manche retour le mardi 12 octobre au stade Hénéral Seyni-Kountché (17h00). A l'issue des deux premières journées de qualifications, l'Algérie et le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt). Le premier à l'issue de la phase de poules se qualifie pour le troisième et dernier tour (barages).

M. M.

EN A'

25 joueurs convoqués pour le match amical contre le Bénin

Le sélectionneur de l'équipe nationale A' de football, Madjid Bougherra, a arrêté une liste de 25 joueurs en prévision du match amical contre le Bénin, prévu à huis clos le samedi 9 octobre 2021 au nouveau stade Olympique d'Oran, a indiqué, dimanche, l'instance fédérale algérienne (FAF). La sélection nationale a entamé hier son stage à Mostaganem, en guise de préparation pour la Coupe arabe des nations de la Fifa qu'abritera le Qatar du 30 novembre au 18 décembre 2021. La sélection algérienne, rappelle-t-on, devait initialement affronter son homologue comorienne, le samedi 9 octobre au nouveau stade d'Oran, en vue de la Coupe

arabe de la Fifa, mais cette rencontre a été finalement annulée. A la Coupe arabe de la Fifa, l'Algérie évoluera dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban. Les coéquipiers de Chouaib Keddad (CR Belouizdad) entameront le tournoi le mercredi 1^{er} décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes), avant de défier le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00).

Les joueurs convoqués pour le match contre le Bénin :

Gaya Merbah (CR Belouizdad), Saidi Zakaria (JS

Saoura), Benbot Oussama (USM Alger), Laouafi Youcef (ES Sahel), Masoudi Boualem (ES Sahel), Bouguerra Aïmen (PAC Paradou), Debbari Abdelhak (ES Sétif), Haddad Mouad (MC Alger), Keddad Chouhaib (CRB), Lamara Nabil (CRB), Aït Abdesselam Ahmed (CRB), Benabdi Aziz (JS Kabylie), Benthamouda Billel (USMA), Boualia Kouceila (JSK), Debbih Chouaib (CS Constantine), Draoui Zakaria (CRB), Kendouci Ahmed (ESS), Mrezigue Houssein (CRB), Oukaci Juba (JSK), Zerrouki Merouane (PAC), Tetraoui Yacine (PAC), Bensayah Reda (JSK), Boulina Adil (PAC), Boutmene Zineddine (ES Sahel), Deghmoum Abderahim (ESS).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

APW MOSTAGANEM

L'ultime session a porté sur les préoccupations citoyennes

CE DIMANCHE 3 octobre, l'hémicycle de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) a abrité sa 3^e session ordinaire 2021 consacrée à l'examen et l'approbation du budget primitif (BP 2022) et à l'état des préparatifs de la rentrée sociale, en présence du secrétaire général de la wilaya, des élus des deux chambres et des directeurs de l'exécutif. Le directeur de l'Administration locale (DAL) a présenté un exposé des comptes du budget caractérisé cette année par une baisse significative des recettes fiscales. Le président de la commission des finances égrènera, pour sa part, les différents chapitres en matière de ressources et de dépenses. Les débats qui s'en suivirent ont porté sur les programmes d'équipements et d'investissements des communes bénéficiaires, de même que sur la destination des subventions allouées aux associations, mais se sont focalisés essentiellement sur les préoccupations citoyennes, notamment celles qui concernent les douars de certaines localités de Achaacha, Nekmaria, Oued Boughalem, Sidi Ali, Sidi Lakhdar, Ain Tedlès, Oued el Khair et Saf-saf. L'autre volet a porté sur les retards dans l'achèvement des travaux de réalisation de logements, ou encore dans certains cas inachevés pour des problèmes de défaillance de certains promoteurs immobiliers, les retards dans l'adduction aux réseaux d'assainissement et de l'eau potable et sur le transport et les cantines sco-

lares ainsi que l'état des écoles, des routes, de l'éclairage public... pour ne citer que ces exemples. Pour toute réponse à ces interrogations, le rapporteur de la commission des finances de l'APWa a déclaré que la régression des recettes fiscales a généré une régression de l'action publique relative aux projets d'investissement. La cause est la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19, d'une part, mais également un problème de foncier et de recouvrement de l'impôt, d'autre part. Ces situations préconisent au passage une séance de travail avec la direction du secteur où seront décortiquées les causes de ce fléchissement des rentrées fiscales. Il signalera, en outre, que 80 % des crédits alloués en matière d'équipements sont orientés vers les communes les moins nanties. Invités à prendre la parole, divers élus ont cité des préoccupations dans la mauvaise gestion de l'eau potable, en l'absence d'installations de compteurs, dans certains coins de la daïra de Bouguirat ou encore le manque de transparence dans la réalisation de logements ruraux, à travers les aides de l'Etat (Fonaf). Avant la clôture des travaux, le wali, Aïssa Boulahya, a répondu à toutes les questions en connaissance de cause, notamment sur le récurrent problème des statuts de terrains relevant des domaines agricoles et forestiers. Au volet de la santé, désormais tous les établissements disposent de l'oxygène médical à souhait.

Lotfi Abdelmadjid

Algérie/UA

Lamamra tient une séance de travail à Addis-Abeba avec Moussa Faki

LE MINISTRE des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a tenu une séance de travail à Addis-Abeba avec le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, à indiqué, hier, un communiqué du ministère. «L'entretien a porté sur les questions d'actualité d'ordre politique, sécuritaire et de développement, inscrites à l'ordre du jour de l'agenda de l'UA, ainsi que sur les défis auxquels est confrontée l'action africaine commune», explique le communiqué. Dans ce contexte, le ministre a souligné «l'extrême importance accordée par l'Algérie à la préservation de l'unité du rang africain», soulignant «la nécessité de redoubler d'efforts pour promouvoir les principes et les idéaux établis par les pères fondateurs consacrés dans l'acte constitutif, afin de permettre à l'Organisation continentale de s'acquitter de son rôle dans le

règlement des crises et des conflits et la décolonisation dans le continent ainsi que de booster le développement durable». Pour sa part, M. Faki a salué «les efforts continus de l'Algérie en faveur de la paix, de la sécurité et de la promotion des solutions pacifiques aux crises en Afrique du Nord et dans la région sahélo-saharienne et ses bons offices visant l'instauration d'un climat politique propice aux parties pre-

nantes à la question du barrage de la Renaissance en vue de surmonter l'impasse actuelle, et à faire prévaloir la logique du dialogue, de la coopération et l'intérêt commun», ajoute le même communiqué. M. Lamamra est arrivé dimanche à Addis-Abeba pour représenter le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'installation du nouveau gouvernement éthiopien hier.

Hani T.

Pénurie d'eau



Loamis

Djalou@hotmail.com

Communication/publicité

M^{me} Derardja installée par Ammar Belhimer dans ses nouvelles fonctions de P-DG de l'ANEP

■ M^{me} Siham Derardja a été installée, hier à Alger, dans ses nouvelles fonctions de président-directeur général (P-dg) de l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep), en remplacement de M. Adel Kansous.

Par Amine H.

La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, en présence des membres du Conseil d'administration de l'Anep. Après avoir félicité la nouvelle responsable de l'Anep, M. Belhimer a indiqué que cette nomination, qui intervient après celles d'autres entreprises du secteur, «répond à des critères de compétences, d'intégrité et d'attachement aux valeurs de l'Etat de droit et de l'équité qui doivent



régir le secteur de la publicité». Le ministre a relevé que «le secteur a impérativement besoin d'un nouveau paradigme qui organise la publicité, à savoir l'usage de la commande publique dans le secteur», soulignant «la nécessité d'orienter la ressource publique vers les supports et les leviers qui permettent au message d'arriver là où il doit arriver». En outre, il a recommandé d'«inverser le paradigme afin d'accompagner la transition de la presse quotidienne papier vers la presse électronique et numérique», car, a-t-il dit, «nous sommes à l'heure de la cybèrnetique et il faut gagner cette guerre». De son côté, la

nouvelle responsable de l'Anep s'est engagée à «aller vers l'excellence dans la gestion» et de «donner un nouveau souffle à l'entreprise». Diplômée de l'Institut d'économie douanière et fiscale, M^{me} Derardja a occupé plusieurs postes de responsabilité, notamment en tant que cadre à l'Inspection générale des finances et d'inspecteur général du Fonds national de l'Habitat. Elle a également occupé les postes de directeur administratif et financier de l'Autorité gouvernementale de certification électronique et directrice de la gestion et de l'audit à l'Anep.

A. H./APS

Tizi Ouzou

Des cambrioleurs de maisons sous les verrous

TROIS réseaux de malfaiteurs spécialisés dans le cambriolage de maisons ont été démantelés la semaine écoulée à Tizi Ouzou. Selon les indications fournies par la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le premier réseau a été démantelé par les éléments de la brigade criminelle relevant du service de la wilaya de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou suite à une affaire de vol de numéraires qui a ciblé le domicile d'un citoyen de la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou, et arrêté deux auteurs, repris de justice, alors

que d'autres membres du réseau, impliqués, sont identifiés et activement recherchés. Présentés au Parquet de Tizi-Ouzou, le 30 septembre dernier, ils ont été mis en détention préventive pour association de malfaiteurs en vue de la commission d'un délit de vol par effraction, de nuit, précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. La seconde bande de cambrioleurs de maisons a été débusquée par les éléments de la 7^e sûreté urbaine, après trois vols commis au niveau de la Haute ville et du

lotissement Salhi, au cours desquels les malfaiteurs se sont emparés d'«argent liquide, de bijoux et autres objets». Le cambriolage de l'une des deux maisons a été commis par deux individus, âgés de 28 et 37 ans, et le second par quatre membres, âgés de 24 à 32 ans. Les policiers ont réussi à récupérer «quelques objets volés ainsi qu'une somme d'argent», toujours selon la même source. Présentés au Parquet de Tizi-Ouzou jeudi et dimanche derniers, les mis en cause ont été placés en détention préventive. Hamid M.